

# Le protectionnisme économique est un frein pour l'Europe

Par Douglas Alexander, ministre britannique des Affaires européennes

23 mars 2006, (Rubrique **Opinions**)

On parle beaucoup de la mondialisation et des moyens d'y réagir. On reconnaît généralement que l'Europe doit se montrer à la hauteur. La croissance accélérée des pays émergents comme la Chine et l'Inde est un vrai défi lancé à la prédominance de l'Europe et des États-Unis. Les responsables politiques se demandent s'ils doivent se préparer à le relever au mieux ou se tenir sur la défensive ?

Moi je crois que l'Europe doit prendre les devants. C'est pourquoi, quand nous étions à la présidence de l'Union, nous avons organisé un sommet informel à Hampton Court en octobre 2005, et attiré tout spécialement l'attention sur les grands domaines qui nous permettront de rester compétitifs dans un contexte mondialisé tels que la recherche et le développement, ou encore l'enseignement supérieur.

Le Conseil européen de printemps se réunit aujourd'hui et demain avec un ordre du jour qui, s'il est mis en oeuvre convenablement, apportera à long terme à nos concitoyens des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Il doit s'attaquer aux pesanteurs de la réglementation, particulièrement à celles qui pénalisent outre mesure les PME. Il doit aussi se demander comment stimuler les liens recherche-entreprises innovantes et les partenariats public-privé, par le biais des Centres européens de recherche ou des Initiatives conjointes en technologie .

Penchons-nous aussi sur la question de l'énergie et de la sécurité des approvisionnements, mise en relief par le conflit entre la Russie et l'Ukraine au début de l'année. A court et à long terme, l'objectif général est d'en assurer la fiabilité, la durabilité et l'accessibilité économique. C'est en y pensant que Tony Blair, à Hampton Court, a appelé de ses voeux une politique européenne commune de l'énergie. Dans un premier temps, nous espérons que le Conseil fera siens les principes du marché ouvert et compétitif, du rendement énergétique et de la cohérence à l'égard d'une politique extérieure de l'énergie. Mais il faudra manifestement aller plus loin et plus vite dans la libéralisation du marché, aussi difficile que cela paraisse à certains.

L'une des réactions possibles à la mondialisation redoutée serait de relever le pont-levis et de s'enfermer. Ce serait être bien mal inspiré car on ne peut pas réussir dans une économie mondialisée en se repliant sur soi-même. Un marché ouvert et dynamique permet à des nouveaux venus de défier constamment les entreprises établies, ce qui assure aux consommateurs prix, qualité et choix satisfaisants.

Le commissaire Kroes plaide en faveur de «*champions mondiaux implantés en Europe*». On ne saurait la contredire. Mais cela n'implique pas de protéger les entreprises, les industries ou les emplois d'aujourd'hui aux dépens d'emplois plus nombreux et d'une prospérité accrue demain. C'est au contraire accepter les nouvelles opportunités et s'y adapter.

Et c'est loin d'être incompatible avec notre ambition partagée de protection sociale moderne. Tous les pays d'Europe ont en commun une volonté (proprement européenne) de justice sociale, malgré la remarquable diversité des régimes mis au point par chacun. Mais il est évident que dans le cadre de l'Union, la justice n'est pas la même pour tous. Avec 20 millions de chômeurs (dont 40% le sont depuis plus d'un an), près d'un jeune sur cinq sans emploi et une croissance moyenne de 0,6% dans les États membres d'avant l'élargissement, la première tâche de ceux d'entre nous qui croient à l'Europe sociale est de remettre l'Union au travail. Le plein-emploi est le passage obligé de la justice sociale.

Soutenir la concurrence dans l'économie globale d'aujourd'hui, c'est faire face à la rapidité du changement, au durcissement de la compétition et à l'accroissement de la complexité. Tout dépend de la façon dont l'Union décide de réagir.

Il faut donc utiliser le temps dont nous disposons pendant cette période de réflexion pour nous recentrer sur l'orientation que l'Europe doit prendre et les domaines où elle peut véritablement ajouter de la valeur. Il s'agit de la mettre dans la bonne direction politique et économique, et de nous opposer aux comportements protectionnistes et anxieux. Si nous savons avancer sur ces points-là, tout le sens du débat sur l'avenir de l'Europe s'en trouvera modifié. Voilà notre responsabilité, et le pari que nous devons gagner ensemble, avec nos concitoyens et nos entreprises.

\* Ministre britannique des Affaires européennes.